Le Gaullisme

Charles de Gaulle est un homme qui souhaite se placer au-dessus des clivages gauche/droite. Il se dit ni de gauche ni de droite. Pourtant héritier d'un certain nombre de courants de pensée de droite tel que l'ordre social, son père se disant « Royaliste de cœur et Républicain de raison » , il met en place des réformes progressistes tel que le droit de vote accordé aux femmes en 1944 et la sécurité sociale en 1945 qui font que l'historien Pierre Manenti parle d'un homme « et de droite et de gauche ». Le Gaullisme naît de CdG pendant la seconde Guerre Mondiale et plus précisément à la suite de l'appel du 18/06/1940 prononcé sur la BBC à Londres et demandant la Résistance. Ce courant de pensée vise l'indépendance nationale, un exécutif fort et promeut une certaine idée de la France. Le Gaullisme représente donc l'action et la pensée de CdG et sont gaullistes ceux qui soutiennent CdG avant de soutenir une idée particulière. Le mouvement est très régionalisée selon le niveau d'occupation de la France pendant le Régime de Vichy. Comment le Gaullisme,à l'origine crée pour répondre à la crise de l'État et de la souveraineté nationale, évolue-t-il entre 1940 et 2002, révélant ainsi un mouvement de plus en plus affaibli ?

I- 1940-1958 : Apparition d'un Gaullisme né d'une crise nationale.

A- 1940-1947 : CdG qui apparaît comme libérateur d'une France en guerre.

→ contexte : La France, en guerre contre l'Allemagne depuis 1939, est envahi et subit un effondrement militaire. Le 17/06/1940, le Maréchal Petain annonce l'armistice et le lendemain, CdG prend la parole sur la BBC pour appeler à ne pas capituler : « La France a perdu une bataille mais pas la guerre ». C'est le mouvement de la Résistance. 1940 voit donc naître la première génération de gaullistes. Un nombre limité d'hommes de toutes opinions politiques (= tout l'échiquier politique est représenté) rejoignent CdG à Londres. Ils ont pour point commun le patriotisme et une volonté d'œuvrer à la libération du territoire. Dès 1942, le mouvement est rejoint par des combattants clandestins de l'intérieur de la France.
→ 03/06/1946 : Le Gouvernement Provisoire de la République Française (GPRF) est mis en place à Alger au nom du collectif c'est à dire par et pour la gauche et la droite. Le Gaullisme naît réellement au moment de la Libération.
→ 16/06/1946 : CdG prononce le discours de Bayeux qui le ramène à l'idée d'homme de droite. Il y explique sa vision de la Constitution nécessaire à la France : un régime présidentiel fort dans lequel le Chef d'État serait la clef de voûte du pouvoir exécutif avec un parlement bicaméral.

B- 1947-1953 : Entrée de CdG sur le devant de la scène politique.

→ 07/04/1947 : CdG annonce la création du Rassemblement de Peuple Français (RPF), mouvement politique dans lequel il tente de convertir sa popularité personnelle en une mobilisation politique durable. C'est d'abord un succès grâce à la mobilisation de nouveaux réseaux fidèles issus de la Résistance. On y retrouve des noms tels que Georges Pompidou, Olivier Guichart et Leon Noel mais également des militants du radicalisme, de droite ou non engagés en politique avant. Le RPF compte 1,5m d'adhérents en octobre 1947 et récolte 40 % des voix aux municipales de la même année.
→ Trois grands actes structurent le mouvement : un attachement à une certaine idée de la France qui vise à préserver la puissance et le rayonnement du pays, un appel à la mobilisation accompagné d'un refus de la division partisane et des factions (« Un État qui soit un État) ainsi qu'un électorat interclassiste représentant toutes les catégories sociales
→ CdG parle du RPF comme d'un mouvement et non d'un parti, lui-même se revendiquant au-dessus des partis.

C- 1953-1958 : Effacement de CdG de la politique et « traversée du désert » du Gaullisme.

→ 04/1953 municipales : Le RPF subit de lourds revers électoraux. Le mouvement perd la moitié de ses élus et ne compte plus que 100 000 adhérents. Le pays entre dans un système politique que CdG désapprouve.

→ 09/1955 : CdG met le RPF en sommeil. La structure partisane officielle du Gaullisme disparaît donc du paysage de la IVème République. CdG se retire à Colombey-les-deux-Eglises et débute alors la « traversée du désert » pendant laquelle il consacre son temps à écrire ses Mémoires de Guerre. Il consolide ainsi sa légitimité historique et fixe sa doctrine politique (souveraineté nationale, grandeur de la France et exécutif fort). Il observe de loin l'instabilité matérielle de la Ivème République et l'enlisement progressif du Régime dans les guerres d'Indochine et d'Algérie.

→ 1953-1958 : Le parti est gelé mais le Gaullisme reste actif. Pendant cette période, 14 élus d'origine gaulliste acceptent des portefeuilles ministériels au sein des gouvernements de Pierre Mendes France, Edgar Faure et Guy Mollet. Les réseaux de fidèles, matérialisé par les cinq Barons du Gaullisme originels (Jacques Chaban Delmas, Michel Debré, Jacques Foccart, Roger Frey et Olivier Guichart), maintiennent leur influence en préparant l'opinion et les structures politiques à l'hypothèse d'un retour de CdG.

II- 1958-1969 : Retour de CdG et début de la Vème République.

A- 1958-1962 : La guerre d'Algérie provoque le retour de CdG et la mise en place de sa politique de grandeur.

→ 1958 : CdG revient sur le devant de la scène politique, appelé par le Général Salan (sous l'impulsion des gaullistes d'Alger) pour mettre fin à la guerre. La renaissance du Gaullisme est liée à la Guerre d'Algérie et la fin de la IVème République. CdG est nommé Président du Conseil le 01/06/1958 par l'Assemblée Nationale qui lui attribue les pleins pouvoirs pour six mois. La Constitution de la Vème République est présentée aux français le 04/09/1958 et votée au référendum par 80 % des électeurs le 28/09/1958.

→ 04/10/1958 : La Vème République est proclamée. Lors des élections législatives de novembre, les gaullistes obtiennent 20 % des suffrages au premiers tours et 212/512 sièges. CdG est désigné Président le 21/12/1958 avec 78,5 % des voix des 80 000 électeurs. Une nouvelle force partisane est créée : l'Union pour la Nouvelle Rep (UNR) dont 25 000 personnes adhèrent en 1959. En 1962 les « gaullistes de gauche » de l'Union Démocratique du Travail (UDT) fusionne avec le parti gaulliste qui devient donc l'UNR-UDT. La même année, le mouvement obtient presque la majorité absolue de sièges à l'Assemblée (233/482). C'est un retour triomphant lié à la personnalité charismatique de CdG.

→ La droite traditionnelle s'oppose d'abord au Gaullisme mais se rallie progressivement ou momentanément au mouvement (ex : Valery Giscard d'Estaing en 1962). Entre 1958 et 1962, le Gaullisme obtient une large part des voix de la droite attachée à la « défense de l'ordre » et la droite traditionnelle disparaît presque intégralement au niveau électoral au profit du Gaullisme.

B- 1962-1968 : Apogée de la présidence de CdG.

→ 12/09/1962 : Un attentat manqué contre CdG provoque l'annonce d'un projet de loi faisant passer l'élection présidentielle au Suffrage Universel. Pour contourner les parlementaires hostiles, l'Assemblée est dissoute et un référendum est organisé. Le Suffrage Universel est voté à 62 % de oui le 28/10/1962.

→ CdG cherche à replacer la France sur le devant de la scène internationale : « La France ne saurait être la France sans sa grandeur ». L'indépendance nationale est jugée compromise par le protectorat des États-Unis qu'il souhaite transformer en partenariat. Pour ça, la France se

dote notamment d'une force de dissuasion nucléaire, soutient les États-Unis face au monde communiste de la Guerre Froide et cherche à maîtriser une technologie de pointe (informatique, electronique…). Ainsi, le Concorde voit sa construction débuter en 1967 et les anciens francs sont remplacés par le nouveau franc qui équivaut à 100 anciens francs.
→ Entre 1962 et 1967, un tiers de l'électorat gaulliste provient de la classe ouvrière.

C- 1968-1969 : Temps des crises.
→ Mai 68 : le pouvoir de CdG est gravement ébranlé par la révolte étudiante et la plus grande grève générale de France. CdG décide de dissoudre l'Assemblée en juin 1968 et les élections qui suivent représentent un triomphe pour sa majorité (l'UDR). Le pouvoir engage certaines transformations pour répondre aux aspirations de la jeunesse (ex : loi Edgar Faure sur la réforme des universités). Mais la crise donne naissance au « Gaullisme d'ordre », un courant plus rigide, anti-communiste et fermement ancré à droite qui prône le conservatisme. Des réseaux de terrains tel que le Service d'Action Civique (SAC) sont mis en place pour contrer les contestations de la gauche.
→ Juillet 1968 : Le Premier Ministre Pompidou est remplacé par Maurice Couve de Murville. CdG commence à se méfier de la popularité grandissante de Pompidou qui commence à se positionner en « dauphin naturel ». Ce dernier prépare l'après de Gaulle en restant en retrait mais en maintenant des contacts étroits avec les cadres du mouvement gaulliste.
→ Printemps 1969 : CdG prend l'initiative d'un référendum sur la réforme du Sénat et de la régionalisation et il lie son destin politique au résultat du scrutin. Il s'agit donc d'un vote pour ou contre sa personne et le référendum devient une arme à double tranchant. Le 27/04/1969, le référendum dévoile une majorité de non (52,4 %). CdG démissionne le lendemain et son départ ouvre la voie à l'élection présidentielle anticipée de juin 1969.

III- 1969-2002 : Néo-gaullisme comme héritage de la pensée de CdG.

A- 1969-1974 : La « Pompidolie ».
→ Après la démission de CdG, la composition du Gaullisme est clarifié : d'un coté, les gaullistes fidèles à CdG qui s'éloignent du nouveau président tel que Louis Vallon qui publie le pamphlet *L'anti de Gaulle* à l'encontre de Pompidou , et de l'autre coté les gaullistes qui acceptent le successeur comme quelqu'un pérennisant l'État fort mis en place par CdG.
→ La campagne présidentielle de Pompidou est axée sur le « changement dans la continuité ». Le changement consiste en une évolution du style du gouvernement et une timide ouverture au centre. Pompidou procède donc principalement à une continuité de la pensée de CdG. Pompidou maintient les conceptions et pratiques gaullistes. Il soutient la nouvelle génération de gaullistes issue des rangs de la haute fonction publique et qui a fait ses premières armes dans les cabinets ministériels (=filière technocratique). La conquête Néo-gaulliste modifie la distribution des votes en faveur du Gaullisme et on peut constater un progrès dans l'ensemble du Midi excepté les Bouches du Rhône, marquant un effet régional dominant.
→ 02/04/1974 : Pompidou meurt pendant son mandat. Il faut donc élire un nouveau Président. Son Premier Ministre J. Chaban Delmas se présente en tant que candidat gaulliste officiel contre V. Giscard d'Estaing face auquel il perd.

B- 1974-2002 : La « Chiraquie » et le RPR.
→ 1974 : Jacques Chirac prend la tête de l'Union des Droites pour la République (UDR) au détriment des « barons » historiques du Gaullisme. Giscard d'Estaing assure la présidence de la France pendant que Chirac occupe le poste de Premier Ministre. Ce dernier démissionne, cependant, en août 1976 à la suite de désaccords avec Giscard d'Estaing.

→ Décembre 1976 : l'UDR devient le Rassemblement Pour la République (RPR) et les chiraquiens tentent de remplacer les grands noms du parti par de nouveaux responsables qui sont des activistes militants et dévoués à la nouvelle équipe dirigeante. Entre 1976et 1977, le comité central est remplacé à 70 % et procède à un effacement progressif des gaullistes historiques. Le RPR dénonce le laxisme du pouvoir et prône un retour à l'ordre avec l'idée de la défense de la natoin française et de la justice sociale.
→ 1981 : La gauche arrive au pouvoir avec François Mitterrand élu Président. La droite traditionnelle de Chirac et le Gaullisme s'unissent donc. Ils présentent des listes communes aux européennes de 1984 et on peut constater un essor d'une pensée néo-libérale critiquant l'État-providence et valorisant le marché, marquant ainsi un contraste avec l'importance traditionnellement accordée par les gaullistes au rôle interventionniste de l'État.
→ 1995 : les nouvelles élections présidentielles voient s'opposer deux candidats gaullistes, Chirac et Edouard Balladur, Premier Ministre de 1993 à 1995 durant la seconde cohabitation. Chirac est élu en axant sa campagne sur la réduction de la « fracture sociale » mais retourne à politique d'inspiration libérale lorsqu'Alain Juppé est Premier Ministre entre 1995 et 1997. L'échec des législatives de 1997 avec une majorité de sièges pour la gauche et la nomination de Lionel Jospin en tant que Premier Ministre provoquent de nombreuses divergences au sein du parti.

C- 2002 : Fin du Gaullisme.
→ Une des traditions gaullistes consiste en un pèlerinage à Colombey-les-deux-Eglises où repose CdG. Pourtant cette tradition est abandonnée au début des années 2000 car considérée comme n'étant plus adaptée au XXIème siècle. De plus les nouveaux gaullistes n'ont, pour la grande majorité, pas connu CdG, ce qui témoigne d'une diminution de la fidélité à sa personne.
→ 2002 : Chirac à pour objectif d'être réélu Président donc il multiplie au gré des situations les prises de position contradictoires qui brouillent l'image des gaullistes. Le rapport avec le Gaullisme est dès lors de moins en moins visible. Pendant l'entre deux tours de l'élection, Chirac propose la constitution d'un grand parti unique de la droite : l'Union pour la Majorité Présidentielle . Après sa réélection, le parti est renommé Union pour un Mouvement Populaire (UMP).
→ Berstein Serge, *Histoire du Gaullisme*, 2002 : « fin du Gaullisme politique noyé dans ce vaste rassemblement qui unit, sinon toute la droite, au moins la grande majorité de celle-ci. »

Le Gaullisme est donc une tradition politique majeure de la France contemporaine qui propose une conception de l'État fondée sur l'autorité exécutive, l'indépendance diplomatique et la modernisation économique. Pourtant, le Gaullisme est traversé par plusieurs oppositions entre le désir de souveraineté populaire et la personnalisation du pouvoir ou encore l'ambition modernisatrice du pays et la difficulté à répondre aux nouvelles aspirations sociales. Le Gaullisme représente donc une tentative de concilier la tradition historique française et les exigences de la modernité politique.